

LE FIGARO 06/02/2012

Nous voulons concrétiser l'Europe sociale

Ursula von der Leyen et Xavier Bertrand

Alors que se rencontrent aujourd'hui Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, les ministres du Travail allemand et français avancent les pistes d'un modèle européen qui allie croissance économique et progrès social.

Face à la crise économique mondiale, les citoyens européens attendent une Europe qui protège, l'économie européenne, particulièrement au sein de la zone euro, doit retrouver le chemin d'une croissance soutenue. Cela n'est guère possible sans une meilleure coordination de nos politiques économiques et sociales et ce sera l'un des enjeux du Conseil des ministres franco-allemands aujourd'hui à Paris auquel nous participons en tant que ministres du Travail. Comment prendre des décisions coordonnées pour réduire les dettes publiques sans évoquer la question des retraites ?



l'élaboration et la gestion des protections sociales ainsi que dans la sécurisation des parcours professionnels. Aujourd'hui, nous devons aller plus loin. Nos deux pays, la France et l'Allemagne, partagent un projet commun, construire une Europe plus riche en emplois et plus solidaire. Nous pouvons nous appuyer sur les échanges réguliers et fructueux que nous avons entretenus depuis plusieurs années dans le cadre de nos relations bilatérales mais également au niveau communautaire et international. À l'occasion du G20, nous pouvons surtout promouvoir au niveau communautaire certaines expériences concrètes dans le domaine de l'emploi et des politiques sociales qui ont fait leurs preuves, pensons par exemple à l'apprentissage.

Ce sont ces priorités sociales que le président de la République Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel ont souhaité mettre en avant lors du sommet franco-allemand du 9 janvier 2012. À la suite de leurs échanges, nous souhaitons faire trois propositions.

Premièrement, agir pour l'emploi des jeunes : c'est le défi le plus immédiat. Depuis longtemps, nous avons échangé nos expériences sur cette priorité en France et en Allemagne. Nous le constatons sur le terrain, le développement de l'alternance est une politique essentielle pour permettre l'accès des jeunes à des emplois de qualité. À tous les niveaux de qualification, plus de 8 jeunes sur 10 formés en alternance

trouvent un emploi en moins d'un an. Nous souhaitons nous investir pour faire avancer la formation en alternance dans l'ensemble de l'Union européenne. Deuxième proposition, le dialogue social : nous voulons le remettre au cœur de la gouvernance économique européenne. Nous élaborerons donc une proposition pour la tenue d'un forum social avec les partenaires sociaux chaque année afin de donner un nouvel élan au dialogue social au niveau communautaire. Ce forum serait l'occasion de faire un tour

À tous les niveaux de qualification, plus de 8 jeunes sur 10 formés en alternance trouvent un emploi en moins d'un an. Nous souhaitons nous investir pour faire avancer la formation en alternance dans l'ensemble de l'Union européenne

à 360 degrés des dossiers en cours dans le domaine social, selon un programme défini en commun avec les partenaires sociaux. Les accords de compétitivité-emploi pourraient constituer un premier sujet de réflexion.

Enfin nous voulons concrétiser l'Europe sociale. L'Europe sociale, c'est une Europe qui protège, qui crée des emplois, et qui se donne les moyens d'être compétitive. Cela veut dire notamment baisser les charges qui pèsent sur le travail, tout en maintenant un haut niveau de protection sociale. Cela veut dire aussi lutter contre le dumping social, parce que la libre circulation ne doit pas se faire au détriment

de la protection sociale des travailleurs. Cela veut dire, plus largement, remettre la dimension sociale au cœur de la réglementation européenne. La rédaction d'un livre blanc sur l'Europe sociale pourrait permettre d'amorcer une réflexion partagée.

Consolider l'Europe sociale est une condition d'adhésion au projet européen. Ce sera également une condition de l'acceptation par les citoyens européens des efforts inévitables

qu'impose l'assainissement des finances publiques. Les sujets sociaux ont été en première ligne des travaux du Conseil européen du 30 janvier et il en sera de même au printemps. C'est une réelle avancée : nos concitoyens ne veulent pas avoir à choisir entre la croissance économique et financière, d'une part, et le progrès social, d'autre part. Nous en sommes convaincus, l'Europe sociale a besoin de mesures concrètes. C'est en nous appuyant sur nos expériences respectives que nous pourrions faire les réformes nécessaires pour relancer la croissance, l'emploi et la compétitivité au niveau communautaire comme au niveau national.